



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REUNION

Saint Denis, le 2 août 2016

**A R R E T E** N° 1436 du 01/08/2016/SPRINR/UER modifiant  
l'arrêté 1294 du 12/07/2016/ SPRINR/ UER  
**Portant renouvellement d'autorisation d'exploiter un établissement d'enseignement,  
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière**

## **« AUTO-ECOLE J.P. CONDUITE »**

à

**SAINT-LOUIS**

**LE PREFET DE LA REUNION**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de la Route, notamment ses articles L.213-1 à L.213-8 et R.213-1 à R.223-6 ;
- Vu** l'arrêté ministériel n° EQU0100026A du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;
- Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;
- Vu** la demande de renouvellement d'agrément présentée le 6 juillet 2016, par Monsieur RIVIERE Jean-Bernard gérant de l'« AUTO-ECOLE J.P. CONDUITE », en vue d'être autorisée à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, situé 20 B, rue Leconte Delisle Roches Maigres – 97450 SAINT-LOUIS sous l'enseigne l' « AUTO-ECOLE J.P. CONDUITE » ;
- Vu** la décision n° 2016/05/02/DIR 30 du 2 mai 2016 portant subdélégation de signature à certains agents placés sous l'autorité du Directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Réunion (DEAL) ;
- Considérant** que la demande remplit les conditions réglementaires prévues à l'article 8 de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé ;
- Sur proposition** du délégué principal au permis de conduire et à l'éducation routière, chef de l'unité éducation routière ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Monsieur RIVIERE Jean-Bernard est autorisé(e) à exploiter un établissement de l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière.

- Sous le numéro : **E 11 09D 1119 0**
- Dénommé : **AUTO-ECOLE J.P. CONDUITE**
- Situé : **20 B, rue Leconte Delisle Roches Maigres – 97450 SAINT-LOUIS.**

.../...

**Article 2** – Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 3** – L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux permis de conduire des catégories suivantes : **B**.

**Article 4** – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 5** – Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6** – Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant(e) est tenu(e) d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7** – Le nombre de personnes susceptibles d'être admis simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 20 personnes.

**Article 8** – L'agrément peut-être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 9** – Lors de la fermeture de l'établissement pour quelque raison que ce soit, les dossiers de demande de permis de conduire dont l'établissement est en possession doivent être impérativement remis aux services préfectoraux dans le mois suivant la fermeture.

**Article 10** – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant (DEAL – St-Denis).

**Article 11** – L'(les arrêtés) n° 2011-044 SPRINR-CER du 1<sup>er</sup> septembre 2011 est (sont) abrogé(s).

**Article 12** – Le délégué principal au permis de conduire et à l'éducation routière, chef de l'unité éducation routière est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs.

**Pour le Préfet,  
et par délégation  
Le délégué principal au permis de  
conduire à l'éducation routière,  
Chef de l'unité l'éducation routière**

**Hervé DELAIRE**